

Point de Presse du Conseil d'Etat

30 janvier 2013

La version Internet fait foi

M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

| | |
|---|----|
| Genève internationale..... | 4 |
| Déjeuner en l'honneur de trois ambassadeurs suisses entrés dans de nouvelles fonctions | 4 |
| Genève-Confédération | 5 |
| Oui à la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral..... | 5 |
| Infractions pénales : oui à l'octroi d'informations aux victimes | 6 |
| Grand Genève | 7 |
| Valorisation énergétique de la biomasse | 7 |
| Financement de la construction de cinq nouveaux parcs relais d'intérêt transfrontalier | 7 |
| Genève | 9 |
| Informatique de l'administration fiscale des contributions: le Conseil d'Etat rétablit les faits | 9 |
| Les futurs parkings des gares CEVA en cohérence avec la politique cantonale de mobilité | 10 |
| Politique du stationnement à Plan-les-Ouates: mesures et enjeux | 10 |
| Dardagny : approbation du plan directeur communal et du plan directeur des chemins pour piétons..... | 11 |
| Laconnex : approbation du plan directeur des chemins pour piétons | 11 |
| Troinex : approbation du plan localisé agricole au lieu-dit « Les Marais » | 12 |
| Russin : approbation du plan localisé de quartier situé au chemin de la Croix-de-Plomb..... | 12 |
| Réseau secondaire d'assainissement des eaux : taux de subvention aux communes fixé | 13 |
| Lutte contre la traite d'êtres humains : oui au mécanisme de coopération administrative | 13 |
| Aboutissement d'un référendum municipal ou d'une initiative municipale : constatation du nombre d'électeurs/trices et fixation du nombre de signatures requis | 14 |
| Prestation de serment du maire de Soral et d'une adjointe au maire à Laconnex | 16 |
| Collonge-Bellerive : élection complémentaire d'un-e membre du Conseil administratif..... | 16 |
| Changements de conseillers et conseillères municipal-e-s | 16 |
| Agenda des invitations à la presse | 18 |

Genève internationale

Déjeuner en l'honneur de trois ambassadeurs suisses entrés dans de nouvelles fonctions

Le Conseil d'Etat *in corpore* et la chancellerie d'Etat ont reçu les ambassadeurs Alexandre Fasel, Remigi Winzap et Urs Schmid à l'occasion de l'accession à leurs nouvelles fonctions, respectivement de représentants permanents de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Conférence du désarmement.

Oui à la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à la procédure de consultation lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication sur le premier paquet de mesures de la stratégie énergétique 2050.

Les mesures préconisées par le Conseil fédéral reposent sur des objectifs de réduction de la consommation d'énergie, sur le soutien au développement de l'électricité d'origine renouvelable et sur une intégration systématique de l'énergie dans les procédures d'aménagement du territoire. Le projet en consultation propose également d'accroître le soutien à la géothermie de grande profondeur et de renforcer le programme Bâtiments de soutien financier aux rénovations énergétiques.

Dans sa réponse, le gouvernement salue la décision du Conseil fédéral d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire et de mettre en œuvre une nouvelle politique énergétique fondée sur l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables. Il relève que les mesures proposées sont en accord avec les orientations de la politique énergétique cantonale. Par conséquent, le Conseil d'Etat approuve la stratégie énergétique 2050.

Le Conseil d'Etat suggère en outre de renforcer et de compléter le paquet de mesures et demande de soutenir la valorisation de l'énergie thermique renouvelable en l'intégrant dans les procédures d'aménagement afin que les infrastructures nécessaires à la distribution de chaleur soient planifiées. Il souhaite également qu'il n'y ait plus de freins au développement du solaire photovoltaïque et que la Suisse puisse combler son retard dans ce domaine. A propos des énergies renouvelables, il souhaite que le développement de leur utilisation soit mis en œuvre en bonne coordination avec la stratégie biodiversité suisse.

Enfin, le gouvernement souhaite que la date d'arrêt définitif des centrales nucléaires soit fixée pour donner un signal clair aux secteurs économiques afin qu'ils investissent sans plus attendre dans les énergies renouvelables. Il estime qu'avec la sortie planifiée du nucléaire, des moyens considérables pourront être investis dans des domaines prometteurs et d'avenir qui garantissent la sécurité de notre approvisionnement et favorisent notre économie dans l'un de ses domaines d'excellence.

Pour toute information complémentaire : Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de communication, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49.

Infractions pénales : oui à l'octroi d'informations aux victimes

Le Conseil d'Etat a répondu au Département fédéral de justice et police dans le cadre d'une consultation lancée par la commission des affaires juridiques, qui propose de compléter le code pénal et le droit pénal des mineurs pour donner aux victimes d'infractions pénales et, dans certains cas, à leurs proches, le droit à être informés à l'avance du début de l'exécution d'une peine ou d'une mesure, de l'établissement d'exécution, de la forme de l'exécution, de l'interruption de l'exécution, de l'allègement dans l'exécution, de la libération conditionnelle ou définitive, d'une réintégration dans l'exécution, ainsi que, sans délai, de toute évasion et arrestation.

Le Conseil d'Etat salue la réforme proposée, laquelle répond à un besoin d'information souvent exprimé par les victimes. Il souligne l'importance d'adapter le système prévu aux besoins de chaque situation et des intérêts en présence et propose de modifier légèrement l'avant-projet en ce sens, en demandant aux victimes de motiver brièvement leur demande. La solution qu'il préconise doit permettre d'étendre les droits des victimes par rapport à l'avant-projet, en fonction de leurs besoins spécifiques, et de mieux tenir compte du respect du processus de resocialisation des auteurs d'infractions, notamment des auteurs mineurs.

Exceptionnellement, la demande d'une victime ou de ses proches pourra être rejetée si la personne condamnée a un intérêt justifié et prépondérant au maintien du secret.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022 327 92 09.*

Valorisation énergétique de la biomasse

Le Conseil d'Etat a validé un concept de valorisation énergétique de la biomasse à l'échelle de la région. Ce concept répertorie les projets potentiels, le plus important à ce jour étant le projet « PôleBio » de construction d'une centrale de couplage chaleur-force (CCF) alimentée au bois usagé d'une capacité de 30'000 tonnes par an. Cette installation, d'une puissance de 22 MW, produira 72 GWh de chaleur et 20 GWh d'électricité par année, ce qui équivaut respectivement à 1,2 et 0,7% de la consommation genevoise actuelle.

Le gouvernement entend ainsi favoriser la construction de CCF alimentées par la biomasse, conformément à ce qu'il avait annoncé dans son discours de St-Pierre et dans son programme de législature. L'énergie ainsi produite, entièrement renouvelable, permettra de diminuer la dépendance du canton aux énergies fossiles.

Lors d'une première étape, des investigations sur le potentiel de production de bois naturel ont été menées au niveau régional dans le cadre du Comité régional franco-valdo-genevois (CRFG). De nouvelles filières pourraient être créées dans l'Ain afin de produire quelques 10'000 tonnes de bois par année. Ce bois pourrait alimenter une ou plusieurs installations à créer. D'autres projets plus petits pourraient encore voir le jour en lien avec les milieux agricoles.

Le Conseil d'Etat entend favoriser la réalisation de ces nouvelles infrastructures énergétiques en assurant des conditions cadre favorables (PôleBio, projets en lien avec l'agriculture) et en prenant les initiatives adéquates (bois naturel de la région).

*Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général de l'environnement, DIME,
☎ 022 388 80 01.*

Financement de la construction de cinq nouveaux parcs relais d'intérêt transfrontalier

Le Conseil d'Etat a déposé au Grand Conseil un projet de loi ouvrant un crédit au titre de subvention d'investissement d'au maximum 3'129'406 francs pour les années 2013 à 2015 pour participer au financement de la construction de cinq parcs relais (P+R) d'intérêt transfrontalier. Ces derniers sont les premiers projets choisis par le Conseil d'Etat parmi les infrastructures pouvant bénéficier d'une participation financière genevoise, à hauteur maximale de 50%, avec les partenaires français concernés.

Le 28 juin 2012, les partenaires du Grand Genève ont signé le projet d'agglomération de deuxième génération. Ils ont parallèlement signé un document d'objectifs sur la coopération franco-genevoise par lequel le Conseil d'Etat s'engageait notamment à participer au financement de projets d'infrastructures d'intérêt significatif pour l'agglomération et situés sur territoire français.

Ces cinq P+R, dont l'utilisation bénéficiera majoritairement aux pendulaires travaillant sur le canton de Genève, sont situés aux portes de l'agglomération urbaine et en lien direct avec une ligne structurante du réseau de transports collectifs en direction du canton de Genève.

Ils sont prévus à :

- Veigy (frontière - route de Thonon),
- Annemasse (Chasseurs et Jean Monnet),
- Saint-Julien (gare),
- Valleiry (gare).

Ces parkings permettront, dès 2015, de créer 830 places de P+R en amont de l'agglomération urbaine centrale, diminuant d'autant le nombre de voitures entrant dans le canton de Genève. Ils s'inscrivent dans le cadre du déploiement de la politique de mobilité multimodale du Grand Genève, et profitent directement au canton de Genève pour une meilleure gestion des déplacements frontaliers sur son territoire.

*Pour toute information complémentaire : M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat, DARES,
☎ 022 546 88 10.*

Informatique de l'administration fiscale des contributions: le Conseil d'Etat rétablit les faits

A la suite de plusieurs articles parus et émissions diffusées dans les médias romands à propos de prétendus accès aux données des contribuables genevois par une société « française » qui aurait dépêché des collaborateurs de Paris, le Conseil d'Etat a, comme il l'avait annoncé, cherché à faire la lumière sur les allégations proférées. Il est aujourd'hui en mesure d'affirmer les éléments suivants:

- **La prétendue « société française » n'en est pas une.** L'entreprise avec laquelle l'Etat a contracté est une société genevoise, inscrite au registre du commerce de notre canton, soumise au droit suisse. Il est donc erroné d'affirmer que « le canton de Genève sous-traite le développement de son système de gestion des impôts à une grande entreprise française », même si la maison mère de la société a son siège en France.
- Les investigations menées ont permis d'établir qu'**aucun employé de la société en question n'a jamais été dépêché d'un pays étranger** dans le cadre des prestations au profit de l'administration fiscale des contributions (AFC). A fortiori, aucun « Parisien » n'a eu accès aux « salles de production » de l'administration fiscale. Il est donc faux d'écrire que certains employés de la société auraient été « dépêchés de Paris pour quelques jours afin de procéder à des opérations de mise à niveau de la base de données ».
- Les collaborateurs de l'entreprise surnommée « F. » **interviennent au bénéfice de l'Etat depuis 2003, sous contrat de « location de services »**. Sur les 635 personnes actuellement employées par la direction générale des systèmes d'information (DGSi), 312 ont un statut de fonctionnaire et 216, émanant d'une cinquantaine d'entreprises, sont sous contrat de « location de services ».
- Les contrats tombant sous le coup de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services (LSE) **ne peuvent être assimilés à n'importe quelle sous-traitance**. La sous-traitance suppose une certaine autonomie laissée au fournisseur dans l'exécution de la prestation, tandis que les contrats de LSE impliquent, entre le client (l'Etat de Genève en l'occurrence) et la personne mise à disposition, une relation de subordination similaire à celle qui lie l'employeur à l'employé dans le contrat de travail. **Les personnes sous contrat de LSE obéissent donc à la même organisation d'encadrement que les autres membres du personnel.**
- Au vu de la législation sur les marchés publics, il n'est pas possible d'exclure des marchés de l'administration cantonale une société genevoise au seul prétexte que sa maison mère a son siège en France.
- L'ensemble des collaborateurs de la DGSi – fonctionnaires et personnes sous contrat de LSE – devant accéder aux données de l'AFC doivent s'engager par écrit à **respecter le secret fiscal et le secret de fonction** (obligation de confidentialité). Le secret fiscal (art. 11 LPFisc Ge, art. 110 [LIFD](#)) et le secret de fonction (art. 320 + 110 ch. 4 [CPS](#)) sont de nature pénale. **Ils s'appliquent tant aux fonctionnaires qu'aux intervenants externes** qui les épaulent dans leur mission. Les intervenants externes travaillant

dans le domaine informatique pour la DGSI et l'AFC sont instruits et rendus attentifs aux devoirs qui sont les leurs.

- En outre, les externes travaillant pour l'AFC font l'objet d'une **enquête préalable**; un extrait du casier judiciaire est demandé pour les autres, et leur employeur est tenu contractuellement de signaler à la DGSI toute modification du casier de leurs employés dont ils viendraient à prendre connaissance. Il est donc faux d'affirmer que l'Etat « ne sait pratiquement rien » de ces intervenants.
- Contrairement à ce qui a été affirmé, la DGSI est **en mesure de dire qui s'est rendu à la « salle de production »**. **Les accès sont collectés dans un journal (avec la date et l'heure de l'accès), contrôlé périodiquement. Un badge est bien sûr nécessaire pour rentrer dans lesdites salles, surveillées par vidéo**. Toutes les personnes de la DGSI, qu'elles soient internes ou externes (LSE), qui peuvent entrer dans ces salles ont fait l'objet d'une enquête complète et sont **au bénéfice d'une accréditation de la police**.
- **Les accès aux serveurs sont enregistrés; ils sont analysés en cas d'anomalie.**

Pour toute information complémentaire: M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de communication, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49.

Les futurs parkings des gares CEVA en cohérence avec la politique cantonale de mobilité

Le Conseil d'Etat a demandé à la Fondation des parkings de devenir propriétaire des futurs parkings de la gare des Eaux-Vives, de la halte CEVA de Chêne-Bourg et de celle de Carouge Bachet, et d'en assurer par la suite la gestion.

Dans le cadre du CEVA, près de 1880 places de parking seront en effet construites : 710 pour la gare des Eaux-Vives, 870 pour la halte de Chêne-Bourg et 300 places P+R pour celle de Carouge-Bachet.

Le Conseil d'Etat pourra ainsi orienter les utilisations qui seront faites de ces places de parkings pour les différents usagers, habitants, employés ou visiteurs et garantir une politique de mobilité cohérente avec les planifications directrices stratégiques portées par l'Etat.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, directeur de la direction de la planification générale, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 25.

Politique du stationnement à Plan-les-Ouates: mesures et enjeux



Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier d'une habitante de Perly-Certoux concernant la politique de stationnement en vigueur sur le territoire de la commune de Plan-les-Ouates.

Le gouvernement rappelle que les mesures prises pour réglementer le stationnement à Plan-les-Ouates visent à tenir compte de l'augmentation des flux de véhicules sur son territoire en limitant les possibilités de stationnement des pendulaires, tout en permettant un accès aux commerces, via une limitation de la durée de parcage, qui facilite la rotation des véhicules. Il précise que des mesures sont actuellement à l'étude, qui visent à simplifier le paiement aux horodateurs..

Plus généralement, le Conseil d'Etat rappelle que la stratégie multimodale « Mobilités 2030 », en cours d'élaboration, consiste à développer simultanément les transports publics pour qu'ils soient concurrentiels à la voiture, le réseau routier, voire autoroutier, pour qu'il absorbe le trafic de transit pénalisant les communes

traversées, les modes doux en augmentant les aménagements cyclables par exemple, tout en intégrant les deux-roues motorisés par le biais du stationnement notamment.

Le stationnement constitue un des leviers de cette politique de mobilité pour inverser cette tendance de croissance des flux routiers.

Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 25.

Dardagny : approbation du plan directeur communal et du plan directeur des chemins pour piétons

Le Conseil d'Etat a adopté le plan directeur communal et le plan directeur des chemins pour piétons de Dardagny, définis par les objectifs-cadre suivants :



- maîtriser le développement du village de Dardagny ;
- renforcer la centralité et l'attractivité de La Plaine ;
- reconnaître la forte valeur naturelle et paysagère du territoire communal et renforcer la collaboration avec le canton pour gérer de manière concertée les activités de loisirs, les mesures de protection et de valorisation de la diversité paysagère et biologique ;
- favoriser le passage d'un mode de transport à un autre, en collaboration avec le canton, les CFF et les TPG, en tirant parti des projets cantonaux: améliorer l'accessibilité aux arrêts de transports publics, renforcer le caractère d'interface multimodale de la place de la gare à La Plaine, aménager des places de parcs pour les vélos et les deux-roues motorisés, agrandir le P+R de La Plaine, etc.

Avec ce plan directeur communal, Dardagny se dote d'un instrument d'aménagement du territoire qui permettra une bonne collaboration avec l'Etat de Genève dans la gestion des projets futurs concernant la commune.

L'approbation du plan directeur des chemins pour piétons, articulé autour de trois thématiques que sont la sécurité, la continuité et le confort, permet en outre de répondre à la législation qui confie aux communes la responsabilité de l'élaboration d'un tel plan.

Pour toute information complémentaire : M. Fabio Dubs, chef de projet à la direction des grands projets, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 74.

Laconnex : approbation du plan directeur des chemins pour piétons

Le Conseil d'Etat a approuvé le plan directeur des chemins pour piétons de la commune de Laconnex. Le plan prévoit d'améliorer le maillage communal des chemins pour piétons et de renforcer les liaisons pédestres avec les communes voisines d'Avully, Avusy, Bernex, Cartigny et Soral, ainsi qu'avec les villages transfrontaliers de Veigy, Crache, Norcier, et Thairy.



De nouveaux aménagements viennent renforcer les liaisons avec les équipements communaux comme le centre sportif ou l'école. Un travail de décroisement des quartiers d'habitations, actuellement situés en impasse, a également été mené.

Pour toute information complémentaire: Laetitia Cottet, architecte paysagiste, direction des grands projets, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 73.

Troinex : approbation du plan localisé agricole au lieu-dit « Les Marais »



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé agricole sur le territoire de la commune de Troinex, entre la route des Tournettes et le chemin de la Cantonnière au lieu-dit « Les Marais ». D'une superficie de 22'032 m², le périmètre comprend trois parcelles situées en zone agricole et se trouve compris dans la zone agricole spéciale du secteur de la plaine de Veyrier-Troinex. Ce projet propose la création de serres d'une hauteur maximum de 6,45 mètres, de locaux techniques et administratifs liés à l'exploitation et d'un bassin de rétention des eaux.

L'enquête publique ouverte du 4 mai au 4 juin 2012 a suscité une lettre d'observations de la part d'un propriétaire voisin dont les inquiétudes ont été écartées. Le Conseil municipal de la commune de Troinex a préavisé favorablement ce projet le 20 août 2012. La procédure d'opposition, ouverte du 21 septembre au 22 octobre 2012, n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la FAO, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève à l'adresse www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire: M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme DU, ☎ 022 546 73 13.

Russin : approbation du plan localisé de quartier situé au chemin de la Croix-de-Plomb

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ)* portant sur deux parcelles situées actuellement en zone de développement 4B sur la commune de Russin, le long du chemin de la Croix-de-Plomb.



Ce plan prévoit la construction de trois bâtiments d'environ trente logements, ainsi qu'un parking souterrain d'environ cinquante places de stationnement pour voitures à l'usage des habitants et des visiteurs. Une attention particulière a été portée à l'implantation des bâtiments afin de créer des perméabilités nord-sud et est-ouest. L'alignement des futures constructions respecte l'alignement des bâtiments existants le long du chemin de la Croix-de-Plomb et préserve de la même manière la structure linéaire du village.

Dans sa délibération du 15 mai 2012, le Conseil municipal de la commune a préavisé favorablement ce projet à l'unanimité. La procédure d'opposition ouverte du 27 juillet au 15 septembre 2012 a suscité deux oppositions que le Conseil d'Etat rejette simultanément à l'adoption du PLQ.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la FAO, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève à l'adresse www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

** L'étape du PLQ sert à définir le projet d'urbanisation et les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en*

vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation, les espaces et équipements publics, le gabarit des constructions qui pourront être autorisées dans cette zone ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

Pour toute information complémentaire: M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme DU, ☎ 022 546 73 13.

Réseau secondaire d'assainissement des eaux : taux de subvention aux communes fixé

Le Conseil d'Etat a fixé à 5 millions de francs en 2013 le taux de la subvention cantonale attribuée aux communes pour l'établissement, la transformation, l'entretien et l'extension du réseau secondaire d'assainissement des eaux pour un volume de travaux estimé à 27 millions de francs environ. Ce montant est entièrement financé par la taxe d'épuration et est destiné uniquement au financement des ouvrages d'intérêt public.

Conformément à la loi sur les eaux du 5 juillet 1961, les communes reçoivent une subvention cantonale pour la transformation, l'entretien et l'extension de leur réseau secondaire d'assainissement des eaux. Le Conseil d'Etat fixe chaque année le taux de la subvention cantonale attribuée aux communes en fonction de leur capacité financière.

Ce taux varie entre 15% et 40% du montant des travaux d'assainissement des eaux faisant l'objet des crédits votés par les conseils municipaux.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Broillet, direction générale de l'eau, chef du secteur réseau et raccordement, DIME, ☎ 022.546 74 30.

Lutte contre la traite d'êtres humains : oui au mécanisme de coopération administrative

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil le deuxième rapport sur le mécanisme de coopération administrative de lutte contre la traite d'êtres humains. Le gouvernement s'était en effet engagé à établir une évaluation deux ans après la mise en œuvre de ce mécanisme.

Le rapport rend compte du fonctionnement du mécanisme de coopération administrative et du travail accompli par le comité de pilotage et deux groupes de travail sous la présidence de l'office des droits humains. Ce mécanisme implique une collaboration effective de la police, du pouvoir judiciaire, de l'office cantonal de la population, mais également des hôpitaux universitaires et de tous les lieux où des personnes susceptibles d'être abordées par une victime potentielle de la traite d'êtres humains.

Dans le cadre de ce mécanisme, la fondation au Cœur des Grottes et le Centre de consultation pour les victimes d'infractions LAVI sont chargés de détecter les victimes de la traite et de leur fournir des prestations d'aide et d'accompagnement.

La traite d'êtres humains est un fléau mondial et notre pays n'est malheureusement pas épargné. Il s'agit d'une infraction sanctionnée par le code pénal qui reconnaît trois formes de traite : la prostitution contrainte, le travail forcé (non rémunéré ou trop faiblement rémunéré) et le prélèvement forcé d'organes.

La mise en place de ce mécanisme, approuvé par la Confédération, permet, à l'aide d'une structure légère, de coordonner les actions des institutions susnommées afin de prévenir d'éventuelles situations de traite, de protéger rapidement les victimes et de réprimer les réseaux.

En outre la présence d'associations telles que ASPASIE et SOS Femmes, mais également des partenaires sociaux que sont la Fédération des entreprises romandes et la Communauté genevoise d'action syndicale permet un travail de sensibilisation directement sur le terrain.

Le Conseil d'Etat précise que ces deux années de fonctionnement ont permis:

- de consolider le mécanisme en y intégrant le Tribunal des mineurs, l'office de la jeunesse et le Centre social protestant ;
- d'améliorer l'identification des victimes de la traite et de développer leur prise en charge ;
- de sensibiliser les professionnel-le-s.

Cette année enfin, la sensibilisation sera tournée vers le grand public.

Pour toute information complémentaire : Mme Caroline Widmer, secrétaire générale adjointe chargée de communication, DS, ☎ 022 327 92 16 ou 076 424 80 49.

Aboutissement d'un référendum municipal ou d'une initiative municipale : constatation du nombre d'électeurs/trices et fixation du nombre de signatures requis

Le Conseil d'Etat a constaté le nombre d'électeurs et d'électrices de chaque commune au 31 décembre dernier et fixé le nombre de signatures requis pour l'aboutissement d'un référendum municipal ou d'une initiative municipale, conformément à l'article 5 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#).

Ces données sont les suivantes jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions mettant en œuvre la nouvelle constitution :

| Communes | Nombre d'électeurs | Nombre de signatures |
|--------------------|---------------------------|-----------------------------|
| Aire-la-Ville | 784 | 157 |
| Anières | 1485 | 297 |
| Avully | 1282 | 257 |
| Avusy | 1032 | 207 |
| Bardonnex | 1598 | 320 |
| Bellevue | 1853 | 371 |
| Bernex | 7040 | 1000 |
| Carouge | 13874 | 1388 |
| Cartigny | 608 | 150 |
| Céligny | 406 | 122 |
| Chancy | 754 | 151 |
| Chêne-Bourgeries | 7211 | 1000 |
| Chêne-Bourg | 5682 | 1000 |
| Choulex | 736 | 150 |
| Collex-Bossy | 1006 | 202 |
| Collonge-Bellerive | 5057 | 1000 |
| Cologny | 3209 | 642 |

| | | |
|-----------------|--------|------|
| Confignon | 3037 | 608 |
| Corsier | 1300 | 260 |
| Dardagny | 1012 | 203 |
| Genève | 117525 | 4000 |
| Genthod | 1628 | 326 |
| Grand-Saconnex | 6656 | 1000 |
| Gy | 338 | 102 |
| Hermance | 624 | 150 |
| Jussy | 843 | 169 |
| Laconnex | 466 | 140 |
| Lancy | 20021 | 2003 |
| Meinier | 1451 | 291 |
| Meyrin | 13826 | 1383 |
| Onex | 12712 | 1272 |
| Perly-Certoux | 2157 | 432 |
| Plan-les-Ouates | 6899 | 1000 |
| Pregny-Chambésy | 1867 | 374 |
| Presinge | 456 | 137 |
| Puplinge | 1546 | 310 |
| Russin | 348 | 105 |
| Satigny | 2548 | 510 |
| Soral | 497 | 150 |
| Thônex | 9570 | 1000 |
| Troinex | 1580 | 316 |
| Vandoeuvres | 1698 | 340 |
| Vernier | 22628 | 2263 |
| Versoix | 7778 | 1000 |
| Veyrier | 7059 | 1000 |

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Prestation de serment du maire de Soral et d'une adjointe au maire à Laconnex

M. Raoul Florez, maire de la commune de Soral, a prêté serment devant le Conseil d'Etat *in corpore* et la chancellerie d'Etat.

Par ailleurs, M. Raoul Florez ayant été élu au poste de maire ([voir point de presse du 19 décembre 2012](#)), le poste d'adjoint est vacant. Le Conseil d'Etat a fixé au 9 juin 2013 la date de l'élection complémentaire d'un-e adjoint-e à Soral.

Les candidatures seront ouvertes auprès du service des votations et élections dès le mardi 5 février 2013 et jusqu'au lundi 18 février 2013 à 12h00. L'élection sera tacite si une seule candidature est présentée.



Mme Véronique Rudaz, adjointe au maire de Laconnex ([voir également point de presse du 19 décembre 2012](#)), a également prêté serment devant le Conseil d'Etat *in corpore* et la chancellerie d'Etat.



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancellerie d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Collonge-Bellerive : élection complémentaire d'un-e membre du Conseil administratif

Vu la démission de Mme Christine Maitre, conseillère administrative dans la commune de Collonge-Bellerive, le Conseil d'Etat a fixé au 9 juin 2013 la date de l'élection complémentaire pour procéder à son remplacement.

Les candidatures seront ouvertes auprès du service des votations et élections dès le mardi 5 février 2013 et jusqu'au lundi 4 mars 2013 à 12h00.

L'élection sera tacite si une seule candidature est présentée.



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancellerie d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Changements de conseillers et conseillères municipal-e-s

Dans le courant du mois de janvier 2013, le service des votations et élections a effectué trois changements d'élus municipaux dans les communes du canton :

- à Bardonnex, M. Florian Giacobino, démissionnaire de la liste « PLR et + de Bardonnex2, a été remplacé par M. **Jean-Claude Marchand** ;
- à Carouge, M. Arthur Chiorino, démissionnaire de la liste « PLR - Les Radicaux », a été remplacé par M. **Laurent Coppex** ;

- en Ville de Genève, Mme Silvia Machado, démissionnaire de la liste « Les Socialistes », a été remplacée par M. **Amed Jama**.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

| DATE | SUJET | LIEU | DPT | CONTACT |
|----------------------------------|--|-------------------------------------|------|--|
| 31 janvier 11h00 | Visite de presse organisée dans le cadre de la Journée mondiale des zones humides 2013 | Parc Mon-Repos | DIME | Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10 |
| 1 ^{er} février 14h00 | 22 ^e Journée de rencontre de l'Observatoire technologique | hepia aula Georges Charpak | DS | Laurent Forestier ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67 |
| 8 février 10h30 | Mise en service de lignes de bus directes entre Annemasse et Cornavin et Carouge et Cornavin | Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville | DIME | Yann Gerdil-Margueron ☎ 022 546 78 49 |